

## PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 16 SEPTEMBRE 2025

---

L'an deux mil vingt-cinq, le seize septembre à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Mr Didier LERALLU, Maire.

Etaient présents : Mme RIFLET Virginie, M. LOUVEL Michel, Mme GUÉRIN Béatrice, M. MARGERIE Jean-Claude, Mme CERNÉ Arlette, M. QUILLET Louis, MMES LEVERRIER Sylvie, FOURNERIE Pascale, MM. PHILIPPE Vincent, DESAUNAY Pascal, DELAUNAY Emmanuel, Mme GUÉRIN Virginie.

Etaient absents : M. DESVAGES Pascal (avait donné procuration à M. LERALLU Didier), Mme ELIE Stéphanie.

Secrétaire : M. DELAUNAY Emmanuel

### Ordre du jour :

1. Désignation du secrétaire de séance,
2. Approbation du procès-verbal de la séance du 08 juillet 2025,
3. Remplacement de deux poteaux incendie,
4. Lancement de la consultation du marché voirie 2026-2027,
5. Renouvellement de la prise en charge des frais de transport scolaire,
6. Budget primitif 2025-Créances éteintes,
7. Cours de Yoga-Location du dojo,
8. Complémentaire santé et prévoyance des agents au 1<sup>er</sup> janvier 2026,
9. Dossiers d'aide sociale,
10. Rapport social unique 2024,
11. Location du garage sis près de la salle des fêtes -Renouvellement du bail,
12. Questions diverses.

Monsieur le Maire ouvre la séance.

### 1-Désignation du secrétaire de séance

Les membres du Conseil Municipal choisissent Monsieur DELAUNAY Emmanuel pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

### 2-Approbation du procès-verbal de la séance du 08 juillet 2025-N°2025-039

Monsieur le Maire rappelle que l'assemblée est appelée à approuver le procès-verbal de la précédente séance du Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du 08 juillet 2025.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-15;

Considérant que le projet de procès-verbal de la séance du 08 juillet 2025 a préalablement été communiqué à l'ensemble des Conseillers municipaux,

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

- APPROUVE à l'unanimité le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 8 juillet 2025.

### 3-Remplacement de deux poteaux incendie-N°2025-040

M. Le Maire rappelle au Conseil Municipal que, lors de la vérification périodique, il a été constaté que deux poteaux incendie situés en agglomération (14, lotissement La Clé des Champs et 6, place de l'église) sont vétustes et ne répondent plus aux normes de sécurité en vigueur.

VEOLIA Eau nous a donc transmis les deux devis correspondants :

- « 14, La Clé des Champs » : 3 729.75€ HT soit 4 475.70€ TTC
- « 6, place de l'église » : 3 677.08€ HT soit 4 412.50€ TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- donne son accord pour effectuer ces travaux et accepte les devis de VEOLIA Eau d'un montant de 3 729.75€ HT soit 4 475.70€ TTC pour le poteau situé 14, La Clé des Champs et 3 677.08€ HT soit 4 412.50€ TTC pour celui situé 6, place de l'église,
- ✓ autorise M. le Maire ou ses adjoints à signer tous les documents à intervenir à cet effet,
- ✓ précise que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Primitif 2025.

### 4-Lancement marché de travaux-Programmes voirie 2026 et 2027-N°2025-041

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a sollicité auprès des services d'Ingénierie 61 les travaux de réfection de la voirie communale.

Il propose aux membres du Conseil Municipal de lancer la procédure de dévolution des travaux de remise en état de la voirie communale et des chemins ruraux par une procédure adaptée avec publicité pour une durée de deux années.

Afin d'éviter une mise en concurrence annuelle et pour une meilleure gestion du travail pour la société retenue, le Conseil Municipal après en avoir délibéré décide à l'unanimité :

- de lancer une procédure adaptée pour une durée maximum de 2 ans, renouvelable tous les ans,
- d'habiliter Monsieur le Maire ou ses adjoints à engager la procédure adaptée,
- de régler les frais de publication.

### 5-Renouvellement de la prise en charge des frais de transport scolaire des enfants scolarisés sur le RPI Lonlay-St Bômer-N°2025-042

M. le Maire rappelle à l'assemblée que depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017, la région Normandie a en charge les transports publics routiers.

Le coût de la carte de transport scolaire pèse de plus en plus lourd financièrement sur le budget des familles. Son montant, pour cette année scolaire 2025-2026, s'élève à 70€ par enfant scolarisé en maternelle ou primaire. Une tarification solidaire, à demi-tarif, est possible en fonction du quotient familial.

Afin de venir en aide financièrement aux familles et de rendre plus attractif notre RPI, M. le Maire propose le renouvellement de la prise en charge, par la commune, de ces frais de transport pour les élèves domiciliés sur la commune et fréquentant les établissements scolaires du RPI Lonlay-St-Bômer.

M. le Maire rappelle qu'au moment de la création du RPI, le transport scolaire était gratuit pour les familles.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ↳ décide de prendre en charge, pour l'année scolaire 2025-2026, les frais de transport des élèves domiciliés sur le territoire communal et fréquentant les établissements scolaires du RPI Lonlay-St-Bômer.
- ↳ précise que pour obtenir le remboursement des frais engagés les familles devront adresser à la mairie le justificatif de paiement fourni par le Conseil Régional, un RIB et un justificatif de domicile de moins de 6 mois. Ce remboursement aux familles n'interviendra qu'en fin d'année scolaire.

Ces dépenses seront prises en charge au chapitre 65-compte 65741 « Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé-Ménages ». Les crédits correspondants sont inscrits au Budget Primitif.

Cette délibération s'applique tant qu'elle n'est pas remplacée.

#### 6-Créances éteintes-Budget Principal -N°2025-043

Monsieur le Maire explique que le recouvrement des créances relève de la compétence du comptable public. A cette fin, il lui appartient donc d'effectuer toutes les diligences utiles et de mettre en œuvre l'ensemble des voies d'exécution forcée autorisée par la loi.

Les créances sont déclarées irrécouvrables lorsque les procédures engagées par le comptable public n'ont pas pu aboutir au paiement des créances.

Selon le motif d'irrécouvrabilité, la créance est classée dans les catégories suivantes :

-les admissions en non-valeur : le recouvrement de la créance est rendu impossible par la situation financière du débiteur. Cependant, la dette à l'égard de la collectivité n'est pas éteinte et son admission en non-valeur ne fait pas obstacle à un recouvrement ultérieur si le redevable revenait à une situation le permettant.

-les créances éteintes : l'extinction de la créance a été prononcée dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (particuliers) ou dans le cadre de la clôture d'une procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (professionnels). La créance éteinte s'impose à la commune et au trésorier et plus aucune action de recouvrement n'est possible.

L'irrécouvrabilité se traduit par l'inscription en dépense d'une somme égale au montant des créances concernées. Elle permet également de constater qu'il n'y aura pas, à priori, d'encaissement en trésorerie d'une recette déjà comptabilisée.

Monsieur le Trésorier propose d'admettre en créances éteintes la somme de 634.18€ (correspondant à des impayés de loyers) sur le budget principal 2025.

La dépense en résultant sera imputée sur l'exercice 2025 au budget principal, compte 6542 « Créances éteintes ».

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2121-29 et L.2122-21,

Vu l'instruction budgétaire M57,

Vu la demande d'admission de créances irrécouvrables faite par le comptable public le 26 août 2025,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- ✓ DECIDE d'accepter l'admission en non-valeur de ces créances éteintes pour un montant de 634.18€
- ✓ DIT que la dépense correspondante sera prélevée sur les crédits du compte 6542.

#### 7-Cours de yoga-Tarif prêt dojo-N°2025-044

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que des cours de yoga étaient proposés sur la commune toutes les semaines, par Mme RIVIERE Mylène, depuis le 7 septembre 2023. Depuis le départ de Mme RIVIERE, au mois de septembre 2025, les cours sont assurés par Mme Anissa Azzourh le jeudi soir dans le dojo près de la salle culturelle.

Il convient de définir un tarif pour le prêt de cette salle.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de maintenir le prix à 10€ par heure de cours pour le prêt du dojo,
- Précise que le prêt sera facturé en décembre, avril et juillet de chaque année (pas de cours l'été).
- Autorise M. le Maire à signer tous les documents afférents et notamment la convention à intervenir.

#### 8-Approbation du Rapport Social Unique 2024-N°2025-045

Chaque autorité territoriale doit présenter tous les ans le Rapport Social Unique (RSU) au comité technique. Le RSU synthétise en un document unique les principales données quantitatives pouvant faciliter la mise en place de différentes actions en matière de gestion des ressources humaines.

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le rapport social unique 2024.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité

- Approuvent le rapport social unique 2024 de la commune de Saint-Bômer-Les -Forges.

#### 9-Location du garage situé près de la salle des fêtes-N°2025-046

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que le garage appartenant à la commune situé route de St Clair près de la salle des fêtes est occupé depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2024. La locataire actuelle souhaite renouveler son bail.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de louer, un garage situé route de St Clair près de la salle des fêtes, point de départ : 1<sup>er</sup> novembre 2025, loyer mensuel 20 euros.
- Le loyer sera perçu tous les mois à terme échu par Monsieur le Receveur, Trésor Public de Flers.
- Le présent bail est consenti jusqu'au 31 octobre 2026 (inclus). La demande de location devra être renouvelée tous les ans.
- Le bail sera rédigé par les soins de la mairie
- M. le Maire ou ses adjoints sont autorisés à signer toutes les pièces de ce dossier et notamment le bail.

### 12-Divers

Le Conseil Municipal :

- discute de la stérilisation des chats errants, M. le Maire va prendre contact avec l'association Altaï 61 de la Ferté-Macé,
- est informé que Mme LENEVEU Emilie propose une séance de découverte à la sophrologie à tous les conseillers municipaux intéressés,
- note que la date du repas des aînés est fixée au 8 mars 2025.

Fin de la séance :21h50

## FEUILLET DE CLOTURE

Séance du 16 septembre 2025

- 2025-039 : Approbation du procès-verbal de la séance du 08 juillet 2025,
- 2025-040 : Remplacement de deux poteaux incendie,
- 2025-041 : Lancement marché de travaux-Programmes voirie 2026 et 2027,
- 2025-042 : Renouvellement de la prise en charge des frais de transport scolaire des enfants scolarisés sur le RPI Lonlay-St Bômer,
- 2025-043 : Créances éteintes -Budget principal,
- 2025-044 : Cours de yoga-Tarif prêt dojo,
- 2025-045 : Approbation du rapport social unique 2024,
- 2025-046 : Location garage situé près de la salle des fêtes.

Etaient présents : Mme RIFLET Virginie, M. LOUVEL Michel, Mme GUÉRIN Béatrice, M. MARGERIE Jean-Claude, Mme CERNÉ Arlette, M. QUILLET Louis, MMES LEVERRIER Sylvie, FOURNERIE Pascale, MM. PHILIPPE Vincent, DESAUNAY Pascal, DELAUNAY Emmanuel, Mme GUÉRIN Virginie.

Etaient absents : M. DESVAGES Pascal (avait donné procuration à M. LERALLU Didier), Mme ELIE Stéphanie.

Fin de la séance :21h50

Fait et délibéré le 16 septembre 2025 et ont signé le maire et le secrétaire de séance.

Le Maire,



Le secrétaire de séance,

M. DELAUNAY Emmanuel

